

# LE DIFFÉREND SINO-SOVIÉTIQUE

Le différend sino-soviétique se poursuit. Il se poursuit sous la forme où il est apparu publiquement, à savoir des articles et des discours contre des « dogmatistes », des « déviationnistes », etc., qu'on ne désigne pas nommément. Mais il se poursuit aussi sous des formes nouvelles. Les dirigeants des PC ont été informés par les Soviétiques, les membres du PC soviétique ont entendu un rapport spécial. Cela rappelle certaines manifestations du conflit avec les Yougoslaves. Plus encore : des journaux d'amitié sino-soviétique ne paraissent plus en URSS, des techniciens soviétiques sont retirés de Chine. Là aussi on pense à certains préludes à la rupture soviéto-yougoslave, bien qu'il soit plus probable qu'à la différence avec ce cas, nous aurons une longue polémique sans rupture ouverte.

L'attitude des Soviétiques a quelque chose de piquant : Khrouchtchev est pour la « coexistence pacifique » avec les Etats capitalistes, il est pour que la contestation entre le capitalisme et le socialisme se fasse sur le plan de la compétition économique et de la lutte idéologique. Mais, les dirigeants soviétiques — hier Staline, et aujourd'hui Khrouchtchev — quand il s'agit de différends entre communistes, ne se contentent pas de la lutte idéologique, ils ajoutent la pression économique...

Dans un récent article de Ponomarev, paru dans la « Pravda » (12 août), le principal théoricien avec Souslov du PC de l'URSS justifie l'intensité du débat.

« La position adoptée par chaque Parti communiste à l'égard du principe de la coexistence pacifique — est-il dit dans cet article commenté par « le Monde » (14 août) — détermine son attitude à l'égard de bien d'autres problèmes : sa ligne de politique étrangère naturellement, et ici l'auteur mentionne la coopération entre peuple et Etat, les problèmes du désarmement, le développement des relations culturelles et commerciales, mais aussi sa ligne de politique intérieure ainsi que la tactique à suivre pour le renforcement des positions du socialisme. »

En effet, il ne s'agit pas d'une divergence sur le seul fait

du danger de guerre, mais de cette différence découle, comme les dirigeants de la bureaucratie soviétique en sont parfaitement conscients, des politiques différentes, opposées même. Nous avons expliqué dans notre précédent numéro tout ce qu'impliquaient ces différences ; la récente décision de Khrouchtchev de se rendre à la session des Nations Unies à New-York est une nouvelle illustration de la politique soviétique, pas seulement à la recherche d'accords avec le capitalisme, mais prête à payer pour ces accords du sacrifice de mouvements révolutionnaires. Ainsi sur la Révolution algérienne, la politique soviétique — et celle du PCF — malgré la rupture au sommet en mai dernier, n'a guère évolué, car pour Khrouchtchev l'Algérie n'est qu'un pion sur l'échiquier, qu'il est prêt à sacrifier, s'il le peut, pour une opération diplomatique avec la France.

Les Yougoslaves, sous la plume de Kardelj, sont intervenus aux côtés de Khrouchtchev, avec des arguments opportunistes sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

Aucun communiste ne peut être indifférent au différend sino-soviétique, qui porte sur les problèmes les plus fondamentaux de la politique communiste internationale. Les trotskystes, sans faire leurs toutes les positions des Chinois, sont à leurs côtés dans ce différend, parce que leurs positions sont généralement correctes et tendent vers une ligne marxiste révolutionnaire.

Les membres du PCF, s'ils se bornaient à la lecture de « l'Humanité » ou de tout autre organe de ce parti, ignoreraient l'existence de ce différend. Plus encore, « l'Humanité » et les autres organes reproduisent des articles de la presse soviétique, mais pas du tout l'argumentation des Chinois. Aussi pensons-nous utile de reproduire ce que disent les Chinois. Disposant d'une place limitée dans notre organe, nous espérons pouvoir bientôt publier un dossier fournissant la documentation sans laquelle on ne peut valablement prendre position. En attendant, nos lecteurs trouveront ci-après deux textes chinois, l'un écrit avant la Conférence au sommet, l'autre résumant un discours prononcé au Conseil de la Fédération Syndicale Mondiale à Pékin.

## DISCOURS AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

Le Président de la F.S.M., Liu Chang-Sheng, dans son discours, a montré que la confiance essentielle dans le combat pour la paix dans le monde, devait être placée dans la lutte menée par tous les peuples de tous les pays.

Des efforts persévérants doivent être faits pour accroître la force des pays socialistes, les mouvements d'émancipation dans les colonies et territoires assimilés, et les forces révolutionnaires du peuple dans les pays impérialistes. Il ajouta que des efforts incessants devaient aussi être faits pour démasquer le bloc impérialiste dirigé par l'impérialisme yankee, et les révisionnistes modernes qui servent l'impérialisme.

Liu Chang-Sheng, qui est aussi vice-président de la Fédération Chinoise des Syndicats, dans la discussion de certains principes fondamentaux concernant la guerre et la paix, a dit que cet appui devait être donné aux justes guerres révolutionnaires de libérations entreprises par les peuples opprimés des colonies et des pays impérialistes. Les guerres injustes lancées par les pays impérialistes, et les guerres inter-impérialistes pour la dispute des colonies, doivent se heurter à une opposition et prendre fin, a-t-il dit. D'une façon similaire, on doit faire obstacle et mettre fin aux

guerres injustes conduites par les pays impérialistes pour opprimer les peuples coloniaux ou les peuples des pays impérialistes ou envahir d'autres pays.

Liu Chang-Sheng a réfuté la conception erronée que la guerre pouvait être éliminée tandis que l'impérialisme demeure en vie. Aussi longtemps que l'impérialisme existait, a-t-il montré, la cause profonde de la guerre subsistait, le terrain favorable à la guerre demeurait et les manières de la guerre restaient en vie. Aussi, le danger de l'impérialisme lançant une nouvelle guerre mondiale, existait encore.

Liu Chang-Sheng a réfuté aussi la notion selon laquelle il était possible d'éviter les guerres impérialistes d'oppression contre les territoires coloniaux et semi-coloniaux, les guerres de libération nationale conduites par les peuples coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme, et les guerres d'oppression contre le peuple par les classes exploitantes et les guerres révolutionnaires du peuple dans les pays capitalistes. Une telle conception était totalement incorrecte et contraire aux faits, a-t-il ajouté.

« De telles opinions », a-t-il montré, « priveront les peuples opprimés de leur esprit de lutte et, face à la répression armée